

COMPTES SEMESTRIELS D'EDF

UN RÉSULTAT NET COURANT QUI EST POSITIF EN DÉPIT DE LA CRISE DES EFFORTS DEMANDÉS AUX SALARIÉS INACCEPTABLES

EDF a annoncé ses résultats ce matin.

Alors que la crise sanitaire a frappé le groupe dans ses différents métiers et a entraîné une perte d'un milliard d'euros d'EBITDA, le résultat net courant est positif et s'établit à 1,267 milliard d'euros.

La période a été marquée par une baisse de la consommation d'électricité, qui est aujourd'hui revenue à la normale, par une baisse des raccordements et de l'énergie acheminée chez Enedis, par une baisse dans les services, par une production nucléaire pénalisée du fait du décalage de chantiers de maintenance dont les effets vont se prolonger dans le temps, enfin par une hausse de la production hydraulique.

FO tient à souligner que, dans un contexte très difficile, ces résultats positifs – bien qu'affectés par l'épidémie – sont à mettre à l'actif du personnel qui a œuvré dans ses différents métiers pour assurer avec professionnalisme la continuité du Service public de l'électricité.

Dans ce contexte et alors que le Président de la République avait lui-même rendu hommage aux électriciens, FO est en désaccord total avec la volonté du Gouvernement et d'EDF d'imposer au personnel de nouveaux efforts de productivité « pour compenser les impacts de la crise sanitaire » et maintenir une dette inférieure à 50 milliards d'euros.

Des efforts demandés au personnel, mais aucun aux actionnaires !

Les efforts demandés, dans le cadre de ce qui a déjà été dévoilé localement sous le nom de projet « Mimosa », sont les suivants : baisse des charges opérationnelles de 500 millions d'euros entre 2019 et 2022, limitation des investissements à 15 milliards par an et plan de cession d'actifs de 3 milliards d'euros sur 2020-2022.

Pour le personnel, cela se traduirait par une nouvelle baisse des effectifs, mais aussi par des remises en cause diverses qui ont été d'ailleurs annoncées dans les unités avec par exemple une nouvelle politique « voyage » imposant la deuxième classe dans les trains.

Cette annonce est emblématique d'une course sans fin vers le « toujours moins » pour les personnels. **Non, EDF et ses salariés**

ne sont et ne doivent pas être traités comme une entreprise de deuxième classe ! Quel beau remerciement après la crise sanitaire ! Les salariés apprécieront !

Quant aux actionnaires, ils sont exonérés, eux de tout effort, **l'objectif d'un versement de 45 à 50 % du résultat net courant restant inchangé de 2020 à 2022.**

Tout au plus, le communiqué de presse d'EDF indique que l'État prendra ses dividendes en actions en 2020 et 2021, mais cela reste des dividendes. Toujours ce même deux poids, deux mesures !

D'autres solutions existent pour améliorer la situation d'EDF

En premier lieu, dans la mesure où le Gouvernement doit annoncer à la rentrée, un plan de relance pour l'économie fondé notamment sur la nécessité de réduire les émissions en carbone, **FO demande qu'EDF ait toute sa place dans ce plan, tant dans le nucléaire nouveau et ancien (grand carénage), que dans l'hydraulique, les réseaux et plus généralement toutes les activités d'un groupe dont la raison d'être est celle d'assurer un service public au bénéfice des citoyens.**

Le Gouvernement ne doit, en effet, pas oublier que si la situation d'endettement de l'entreprise est tendue, c'est d'abord parce qu'il a imposé à EDF de financer sur ses fonds propres HPC et de reprendre Areva NP. Par conséquent, l'intégration d'EDF dans ce plan de relance, qui doit financer 15 milliards d'euros d'investissements par an, lesquels bénéficient directement à l'économie française et au maintien d'un mix électrique bas-carbone, est une nécessité absolue.

Plus généralement, FO continue à revendiquer un vrai bilan contradictoire de la déréglementation européenne (ouverture des marchés, mais aussi priorité d'accès au réseau des énergies intermittentes) qui est un **échec retentissant et qui a coûté cher à EDF et aux Français.** On ne peut plus continuer avec un système qui pénalise sans cesse EDF au profit de ses concurrents à commencer par Total.

Mais nous le redisons haut et fort : cela ne doit pas être un prétexte pour nous **imposer le démantèlement d'EDF à travers le projet Hercule ou autre, que FO rejette avec force.**

On ne règle pas les problèmes du libéralisme avec plus de libéralisme.

Plus que jamais, c'est vers le renforcement d'un service public renationalisé et d'un groupe EDF intégré au service de l'intérêt général qu'il nous faut aller !